

NOTES DE LECTURE

Philippe AUCLAIR

Le royaume enchanté de Tony Blair

(Fayard, 2006, 288 p., 19 •)

C'est un regard pénétrant et critique, loin des appréciations rapides des touristes et, davantage encore, des stéréotypes des prosélytes du « blairisme » que l'auteur porte sur la Grande-Bretagne à laquelle il est manifestement attaché. Qu'il connaît bien et depuis longtemps, ce qui lui permet de rechercher les filiations entre l'héritage thatcherien et la politique actuelle.

Face au « modèle Blair », il va lucidement montrer sa réalité, en particulier, par un examen soigneux des agrégats économiques considérés comme significatifs. Il faut dire qu'ils sont, ici, particulièrement malmenés. Même si le gouvernement britannique n'a pas l'exclusivité de ces pratiques.

L'indicateur du chômage, si sensible pour l'opinion en période de crise, n'échappe pas à un traitement abusif. La statistique officielle évalue officiellement son taux à 5 %. Des travaux scientifiques, réalisés à l'université de Sheffield, ont établi un glissement massif du « chômage » vers la « maladie ». L'étude fait clairement apparaître que depuis 1979 la courbe du taux de chômage et celle du nombre de britanniques relevant de la seconde catégorie ont, au total, suivi un cheminement contraire. Entre 1980 et 2005, le nombre des « malades » a été multiplié par près de quatre ! (Un demi-million de britanniques exclus du système d'assurance sociale n'étant pas compris dans

ce recensement). Au total, 42,2 % du nombre de ces « malades » et « handicapés » sont, en réalité, des chômeurs, soit 1 130 000 personnes. Ajoutés aux 1 500 000 chômeurs identifiés comme tels, seul chiffre mis en avant par les blairistes qui ont profité sans hésitation de cette opportunité, on obtient un total de 2 660 000 chômeurs, soit 8,8 % de la population en âge de travailler. Ce qui donne une toute autre dimension et gravité aux problèmes d'emploi. C'est un pan essentiel de la légende enchantée du blairisme qui s'effondre.

Ce livre comporte un nombre appréciable de données économiques et sociales, généralement peu connues qu'illustrent bien les notations vivantes d'un observateur attentif.

Philippe Auclair va, ainsi, sortir du conte de fées, de l'auto satisfaction du discours officiel et montrer des situations significatives. On en soulignera quelques unes.

Ainsi, lors de la marée haute du thatcherisme le 1 % le plus riche de la population britannique détenait 18 % du patrimoine de la nation. En 2002, l'enquête du Trésor public indiquait que le même pourcentage de détenteurs accaparait 23 % de ce même patrimoine. Des millions de britanniques exercent, aujourd'hui, des emplois précaires sous payés, sans perspective de promotion. Ce sont les « Mc Jobbs », allant de « petit boulot » en « petit boulot ».

Avec la Grèce, la Grande-Bretagne est le pays européen où les sala-

riés ont, en Europe, les durées de travail les plus élevées. Non seulement contraints de se conformer aux 48 heures de la durée légale, beaucoup sont soumis à une énorme pression pour aller au-delà (les heures supplémentaires ne sont ni décomptées, ni payées !).

La Grande Bretagne accuse 13 millions de pauvres, des disparités de revenus criantes. Les PDG des grandes firmes s'octroient des rémunérations et avantages colossaux Et, le Labour se refuse à toute idée de redistribution par la fiscalité directe. Les faillites sont massives. Les promesses électorales concernant les logements sociaux sont restées lettre morte.

Sous le gouvernement Blair, les banques ont développé à un point difficilement imaginable, le surendettement des particuliers (avec des taux d'intérêt exorbitants). Il atteint des sommets vertigineux (1,6 trillion d'euros en juillet 2005).

L'auteur offre, aussi, une analyse très fine de la langue du pouvoir. Incompréhensible pour le commun des mortels. Aliénante, reposant sur des euphémismes et des scénarios mensongers, elle sert, en définitive, à couvrir la vacuité des propos ou les non-dits.

Des développements éclairants sont réservés à la politique sécuritaire, aux menaces qu'elle fait peser sur les libertés individuelles (fichages, contrôles divers) et à la politique de privatisation du secteur public poursuivie par le Labour au pouvoir, prolongeant, en fait, le thatcherisme derrière les formes contractuelles des PPP : partenariat/public/privé et de l'introduction des critères de rentabilité et de moyens d'enrichissements

considérables du privé, ici, soigneusement étudiés, avec les exemples détaillés de la privatisation des prisons, de la réforme du système hospitalier, de l'introduction de critères de rendement et de rentabilité générateurs d'un contrôle paperassier, du parasitisme bureaucratique. La situation des hôpitaux est catastrophique et n'a d'égale dans la décrépitude que celle du rail et du système d'enseignement offerts en pâture aux intérêts privés et à leur pillage. La crise du secteur de l'enseignement, sa sélectivité sociale sont encore aggravées au profit du secteur confessionnel.

Sont étudiés également les rapports entre Tony Blair et Gordon Brown (Chancelier de l'échiquier) auquel Blair, habile manœuvrier, a naguère ravi le leadership du Labour, mais a vraisemblablement conclu avec lui un pacte plus ou moins contesté par leurs partisans. Brown a été, en effet, l'un des maîtres d'œuvre de la politique de Blair et son garant auprès... des grandes entreprises et du monde de la finance !

On ne sait trop pourquoi l'auteur a cru quelquefois devoir émailler son propos de diatribes anticommunistes aussi superficielles qu'inutiles. N'est pas plus convaincant son amalgame de la tolérance et du communautarisme

Pour ses lecteurs français, loin des évocations mystificatrices, dont se nourrissent avec complaisance, aujourd'hui, les affabulations prélectorales de certains politiciens, - de Nicolas Sarkozy à Ségolène Royal - ce livre apporte cependant un éclairage de première main sur la prétendue « troisième voie ».

JEAN MAGNIADAS